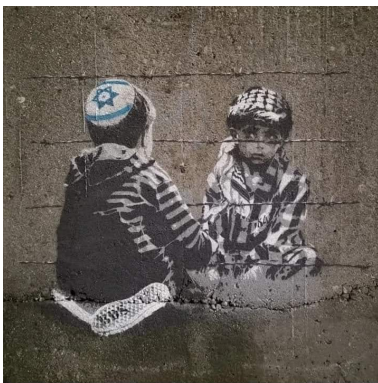


<http://divergences.be/spip.php?article3617>

Revue libertaire internationale en ligne
Divergences
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

"Je refuse de participer à une guerre de vengeance" Tal Mitnick

- Aujourd'hui - Israël/Palestine ou l'inverse -



Date de mise en ligne : jeudi 31 octobre 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Des adolescents israéliens sont détenus pour avoir refusé l'armée.

Tal Mitnick est le premier objecteur de conscience israélien à être emprisonné depuis octobre. 7. Il explique pourquoi la guerre actuelle n'a fait que réaffirmer ses convictions.

Origine [+ 972](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L250xH396/talbis-9870e.jpg>

Mardi 26 décembre, Tal Mitnick, 18 ans, originaire de Tel Aviv, est devenu le premier Israélien à refuser le service militaire obligatoire depuis qu'Israël a lancé son assaut sur la bande de Gaza assiégée il y a plus de 80 jours. Mitnick a été convoqué au centre de recrutement de Tel Hashomer, où il s'est déclaré objecteur de conscience, et a été condamné à 30 jours de prison militaire.

Mitnick est l'un des 230 lycéens israéliens qui ont signé [une lettre ouverte](#) au début septembre. avant la guerre, annonçant leur intention de refuser leur incorporation dans le cadre d'une mobilisation contre les efforts déployés par le gouvernement israélien d'extrême droite pour restreindre le pouvoir du système judiciaire. Faisant le lien entre le coup d'État judiciaire et la longue domination militaire d'Israël sur les Palestiniens, les lycéens - qui se sont organisés sous la bannière "Jeunesse contre la dictature" - ont déclaré qu'ils ne s'engageraient pas dans l'armée "tant que la démocratie ne serait pas assurée pour tous ceux qui vivent sous la juridiction du gouvernement israélien".

Au début du mois de décembre, Mitnick a comparu devant le Comité de conscience de l'armée - composé de plusieurs représentants militaires et d'un représentant universitaire - qui a rejeté sa demande d'exemption du service militaire. Après avoir déclaré son refus mardi, Mitnick a été immédiatement emmené à la prison militaire de Neve Tzedek près de Netanya pour commencer sa peine, après quoi il lui sera ordonné de se présenter à nouveau au centre de recrutement. Ces dernières années, les objecteurs de conscience ont été condamnés à plusieurs peines d'emprisonnement, dont certaines ont atteint jusqu'à 100 jours.

Noa Levy, une avocate représentant les refuseurs de service militaire israélien au nom du [Mesarvot](#), a déclaré que, depuis le début de la guerre, l'armée a largement choisi de ne pas emprisonner des citoyens qui avaient annoncé leur refus de servir. « Tal n'est pas le premier objecteur dont la date d'enrôlement était après le début de la guerre », explique-t-elle. « Avant lui, il y avait des dizaines, à la fois des objecteurs de réserve et des objecteurs de service réguliers. Mais l'armée a trouvé d'autres moyens de s'occuper d'eux et ne les a pas envoyés en prison. »

Dans un message qui s'écarte fortement du discours public israélien traditionnel au milieu de l'assaut en cours de l'armée contre Gaza, et à un moment où quiconque s'exprime en Israël, qui exprime une légère opposition à la guerre doit faire face à la répression, Mitnick a déclaré : «

Mon refus est une tentative d'influencer la société israélienne et d'éviter de participer à l'occupation et au massacre à Gaza. J'essaie de dire que ce n'est pas en mon nom. J'exprime ma solidarité avec les innocents de Gaza. Je sais qu'ils veulent vivre ; ils ne méritent pas d'être réfugiés pour la deuxième fois de leur vie ».

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH268/tal2-7f543.jpg>

Tal Mitnick

Tal Mitnick brandit une pancarte sur laquelle est écrit "Nous mourrons avant de nous enrôler" à l'intérieur du bloc anti-occupation lors d'une manifestation anti-gouvernementale à Tel Aviv, le 29 avril 2023. (Oren Ziv)

Dans une déclaration de refus publiée avant son incarcération, Mitnick a déclaré

« Je refuse de croire que davantage de violence apportera la sécurité », a-t-il poursuivi. « Je refuse de prendre part à une guerre de vengeance. »

Peu avant d'entrer en prison, Mitnick a parlé de sa décision de refuser, de la crainte d'entrer en prison dans le climat politique actuel et du message qu'il entendait transmettre à l'opinion publique israélienne et à Gaza.

Comment votre décision de refuser l'enrôlement a-t-elle été prise ?

Avant même la première convocation, je savais que je n'étais pas intéressé par l'enrôlement. Je savais que je n'étais pas disposé à servir dans ce système qui perpétue l'apartheid en Cisjordanie et ne contribue qu'au cycle des effusions de sang. J'ai compris, d'après la position très privilégiée dans laquelle je me trouve, en ayant une famille et un environnement favorables, que j'ai l'obligation de l'utiliser pour atteindre d'autres jeunes et pour montrer qu'il y a une autre voie.

Lorsque je parle à mes amis - dont certains servent et dont certains ont reçu des exemptions - sur la raison pour laquelle je ne vais pas à l'armée, ils comprennent que cela vient d'un point de vue humain de considération pour l'autre. Personne ne pense que je soutiens le Hamas ou que je veux que [mes amis] fassent l'expérience du mal. Il y a des gens qui croient que l'activité militaire apportera la sécurité ; je crois que mon refus public est ce qui influencera et apportera le plus de sécurité.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/tal3-2-0e892.jpg>

Des jeunes manifestant ...

Les jeunes manifestants ont brûlé leurs projets d'ordre pour l'armée israélienne lors d'une manifestation contre le gouvernement à Tel-Aviv, le 1er avril 2023. (Oren ziv)

Comment les manifestations contre la révision de la justice vous ont-elles aidé à façonner votre vision du monde ?

Avant les manifestations, j'ai considéré l'activisme politique comme quelque chose de très éloigné, et je ne pensais pas qu'il était possible d'avoir un impact en tant qu'individu. Quand les manifestations ont commencé et que j'ai vu qu'elles incluaient des membres de la Knesset qui sortaient dans la rue, j'ai réalisé que la politique était plus proche de moi que je ne le pensais, qu'elle pouvait atteindre tous les coins du pays, et qu'il était possible d'avoir une influence. C'est là que j'ai compris que mes actions pouvaient affecter la réalité que nous voyons ici, et j'ai l'obligation d'agir pour un avenir meilleur.

Avez-vous discuté de l'opportunité de le faire maintenant, étant donné l'atmosphère actuelle ?

Oui, il y avait des doutes. J'ai toujours su que l'armée n'avait pas de politique cohérente concernant les objecteurs de conscience, que la réponse pouvait changer en un instant - libérer tous les objecteurs ou les emprisonner pendant longtemps - et j'étais prêt pour cela. Après le 7 octobre et l'attaque du gouvernement contre le mouvement pour la paix, contre le partenariat judéo-arabe et contre les citoyens palestiniens qui expriment leur soutien et leur solidarité avec les innocents de Gaza, et même contre les manifestations, la situation est devenue effrayante. Mais c'est précisément le moment de montrer l'autre côté, de montrer que nous existons.

Pensez-vous qu'il y ait quelqu'un dans le pays qui soit prêt à écouter de tels messages en ce moment ?

Nous savons tous que nous avons besoin d'une autre façon de faire, surtout après le 7 octobre. Nous savons tous que ça ne marche tout simplement pas, que Benyamin Nétanyahou n'est pas « Monsieur Sécurité. » La gestion du conflit est une politique qui n'a pas fonctionné et qui a échoué.

Nous ne pouvons pas continuer avec la situation actuelle, et il y a deux options maintenant : la droite suggère le transfert et le génocide des Palestiniens de Gaza ; l'autre côté dit qu'il y a des Palestiniens ici, vivant entre le Jourdain et la mer Méditerranée, et qu'ils ont droit à des droits. Même les personnes qui ont voté pour Bibi, et même celles qui ont soutenu la réforme judiciaire, peuvent se rattacher à l'idée que tout le monde mérite de vivre dans la justice, que tout le monde mérite d'avoir un toit au-dessus de sa tête, et soutenir le fait de tous vivre ici.

Après le 7 octobre, nombre d'entre eux se sont déclarés à la gauche « ont fait des obtentions ». Cela t'a-t-il affecté ?

Rien ne justifie de faire du mal à des civils innocents. L'attaque criminelle du 7 octobre, au cours de laquelle des innocents ont été tués, est une résistance illégitime à l'oppression du peuple palestinien à mes yeux. Toutefois, l'interdiction de la résistance légitime telle que les protestations, ou la proclamation d'organisations de défense des droits de l'homme, conduit les gens à déshumaniser l'autre et à prendre les civils pour cible.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/tal3-92952.jpg>

Des manifestants israéliens manifestent...

Des manifestants israéliens manifestent devant le quartier général de l'armée israélienne à Tel Aviv, appelant à un cessez-le-feu dans la guerre à Gaza, le 28 octobre 2023. (Oren ziv)

Le 7 octobre n'a pas changé mon point de vue ; il ne fait que le renforcer. Je continue de croire qu'il est impossible de vivre avec le siège de Gaza et une occupation, et de ne pas ressentir de conséquences. Je crois que beaucoup de gens le comprennent enfin. L'idée de « hors de vue, hors d'esprit » ne fonctionne pas. Quelque chose doit changer, et la seule façon est de parler, de parvenir à un règlement politique. Je ne dis pas que cela résoudra tout, mais ce sera une nouvelle étape vers la justice et la paix.

Quelle a été votre expérience au Comité officiel pour les objecteurs de conscience ?

L'intervieweur pré-comité était agressif. Elle a interrogé ma non-violence parce que je m'opposais aux actions du gouvernement et à l'occupation. Essentiellement, en raison de mes opinions, elle m'a dit que je ne suis pas un objecteur de conscience parce qu'il s'agissait d'opinions politiques.

En fin de compte, j'ai passé le pré-comité et j'ai comparu devant la commission elle-même moins d'une semaine après l'entretien, alors que de nombreuses personnes attendent généralement six mois. C'était une interview hostile : moi en face de quatre personnes.

Ils ont attaqué mes opinions. Ils m'ont demandé ce que j'aurais fait le 7 octobre et comment j'aurais géré la situation. Ils m'interrompaient constamment et m'ont dit qu'ils formuleraient la question différemment. J'ai essayé de continuer à répondre, mais ils ont dit que je ne leur répondais pas. Je ne suis pas le chef d'Israël ; ils ne peuvent pas me placer dans cette position.

Ils m'ont demandé en quoi mon refus était différent de celui des [Frères d'armes](#) [un groupe d'anciens combattants de l'armée qui ont déclaré qu'ils refusaient de se présenter au service de réserve pour protester contre le coup d'État

judiciaire]. J'ai répondu que je les apprécie et que je pense qu'il est important qu'il y ait des gens qui ont une ligne rouge pour le service - mais j'ai fixé ma ligne rouge avant eux, et j'espère que leur ligne rouge évoluera dans le sens de la mienne.

Deux jours plus tard, ils m'ont dit que je n'avais pas passé le comité. Je n'ai pas été surpris. Je n'ai reçu aucune explication, ils m'ont juste appelé et m'ont dit le résultat.

Comment prévoyez-vous de passer le temps en prison ?

J'ai quelques livres longs, qui, je l'espère, me permettront d'apporter : « Boire la mer à Gaza » d'Amira Hass, une histoire de la CIA, et une histoire de la lutte de Mizrahi par Sami Shalom Chetrit. J'ai parlé avec des objecteurs de conscience qui étaient en prison auparavant ; ce n'est certainement pas un camp d'été, mais d'après ce que je comprends, il est possible d'y faire face. Vous avez juste besoin de parler de la bonne façon et de ne pas penser que vous êtes au-dessus de qui que ce soit d'autre.